

*Initiatives ministérielles*

Donnons à nos soldats, à ces braves Canadiens chargés de maintenir la paix en Bosnie, l'équipement dont ils ont besoin. Il faut le leur donner dès aujourd'hui. On a tout l'argent qu'il faut dans le budget de la défense nationale. Le ministre dénicherait l'argent qu'il faut dans le gaspillage et les dépenses contestables auxquelles ses gestionnaires supérieurs et lui-même se livrent. À elles seules, les économies de coûts et une gestion efficace permettraient de trouver cet argent.

Pourquoi le ministre de la Défense nationale ne donne-t-il pas à chacun de nos soldats une de ses plumes gravées or pour qu'ils écrivent à leur famille? Le ministre de la Défense nationale se préoccupe de fournir des plumes spéciales à ses amis spéciaux pour qu'ils signent des ententes multilatérales spéciales comme celles de l'OTAN, de NORAD et de l'ONU. C'est du moins ce qu'il a dit à l'animateur d'une tribune radiophonique d'Ottawa, Lowell Green.

Il ne s'inquiète pas d'épargner de l'argent ni d'en avoir pour son argent. Le ministre de la Défense nationale pourrait supprimer des niveaux hiérarchiques au quartier-général de la Défense nationale et envoyer l'argent ainsi épargné aux salles d'armes ou aux établissements d'entraînement afin que nos soldats reçoivent l'entraînement et l'aide dont ils ont besoin pour accomplir leur travail. Voilà ce que méritent les troupes canadiennes.

La lourde bureaucratie du quartier-général de la Défense nationale siphonne l'argent avant qu'il n'atteigne la salle d'armes ou l'établissement d'entraînement. Voilà comment on pourrait épargner de l'argent à la Défense nationale et en particulier au quartier-général. Le ministre le sait, je le sais, tous les Canadiens le savent.

Le ministre de la Défense nationale gère tellement mal son portefeuille qu'il sera incapable de défendre et de justifier le budget de la Défense nationale auprès du ministre des Finances. Le ministre de la Défense nationale ne peut pas parler au nom de nos soldats, de nos marins et de nos aviateurs. Il ne parle pas la même langue qu'eux. Il ne connaît pas leurs problèmes. Il ne comprend tout simplement pas.

De plus, le ministre libéral des Finances ne veut pas l'écouter. Lorsqu'il est aux prises avec un problème, le ministre des Finances se contente de couper dans les fonds fédéraux. C'est ce qu'il fera encore avec le ministère de la Défense. Puis il se prononcera en faveur de l'envoi de troupes canadiennes à l'autre bout du monde. C'est la manière libérale de gouverner.

Les libéraux oublieront que le premier ministre libéral originaire du Québec a envoyé des soldats canadiens en Bosnie. Ils oublieront que, d'après les reportages, c'est l'un des hivers les plus froids qu'ait connus la Bosnie. Je me demande si le ministre de la Défense a vérifié si nos soldats ont suffisamment de chandails et de bottes.

J'ai tellement d'informations en main qui pourraient aider le ministre de la Défense à mettre un terme aux dépenses ruineuses qui concernent des questions comme la technologie de l'information, les systèmes d'information de commandement et de contrôle militaires, la gestion des programmes, des projets et des opérations, les services d'information de la défense, les réductions au chapitre des infrastructures, la gestion des infrastructures et bien d'autres aspects.

Le rapport de la commission spéciale sur la restructuration des réserves a été rendu public. D'après les chiffres mentionnés dans le rapport, chiffres gonflés en raison des coûts d'immobilisation et de fonctionnement de la force régulière qui sont attribués aux réserves, il y a amplement de fonds pour employer et former plus de réservistes, pas moins.

Les données du livre blanc sur la défense laissaient à désirer. Selon ces données, la Force de réserve coûterait 1,028 milliard de dollars. Le MDN a déclaré, après la publication du livre blanc, que les réserves ne coûtent que quelque 875 millions de dollars. Les réserves sont la composante la plus rentable des Forces armées canadiennes. La milice, par exemple, ne requiert que 4 p. 100 du budget de la défense. Il est intéressant de souligner que 20 p. 100 des soldats envoyés dans l'ex-Yougoslavie étaient des réservistes. Voilà qui est rentable. Les réserves sont rentables. Les libéraux envisagent toutefois des compressions qui viseraient les réserves.

• (1855)

Lorsque le ministre libéral de la Défense nationale a présenté son livre blanc sur la défense, celui-ci laissait grandement à désirer. Les chiffres qu'ils contenaient étaient inexacts. Les erreurs étaient de l'ordre de centaines de millions de dollars. Le ministre de la Défense a préconisé des compressions fondées sur un document qui gonflait considérablement le coût de nos réserves. Le ministre devrait peut-être acheter des calculatrices plutôt que des stylos plaqués or.

En conclusion, les Forces armées canadiennes sont une organisation complexe qu'il serait bien difficile de recréer. Nous avons entendu des libéraux dire aujourd'hui à la Chambre qu'il n'est pas nécessaire de maintenir l'effectif actuel des forces canadiennes. Ils disent que, maintenant que la guerre froide est terminée, et ils semblent considérer que les menaces ne sont pas suffisantes, il n'est pas nécessaire de maintenir notre modeste capacité militaire.

Les libéraux en sont-ils bien sûrs? Il serait extrêmement dommage de se tromper.

**M. Barry Campbell (St. Paul's, Lib.):** Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre part au débat sur le rapport provisoire du comité des finances, qui conclut les consultations prébudgétaires de ce dernier.

Le rapport final du comité sera prêt à la mi-janvier. Je voulais profiter de l'occasion pour dire quelques mots sur le processus de consultation prébudgétaire.

Dans le passé, les budgets étaient dressés dans le plus grand secret par le ministre des Finances, qui ne consultait en privé qu'un groupe sélect de contribuables et de groupes d'intérêt. Aujourd'hui, notre gouvernement, pour une troisième année d'affilée, a sorti le processus budgétaire au grand jour partout au Canada.

Grâce aux consultations tenues ici à Ottawa et dans d'autres villes du pays, les Canadiens ont eu la chance, cette année, de donner leur avis sur le budget fédéral à venir, comme ils ont pu le faire tous les ans depuis que nous formons le gouvernement. Je veux que les Canadiens sachent que les consultations prébudgétaires